Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- * **Règlement (CEE) n° 854/93 du Conseil, du 5 avril 1993, relatif aux statistiques du transit et aux statistiques des entrepôts concernant les échanges de biens entre États membres** 1
- Règlement (CEE) n° 855/93 de la Commission, du 13 avril 1993, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle 5
- Règlement (CEE) n° 856/93 de la Commission, du 13 avril 1993, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt 7
- * **Règlement (CEE) n° 857/93 de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant le règlement (CEE) n° 3663/92 en ce qui concerne l'acidité totale minimale des vins de table produits au Portugal et mis sous contrats de stockage privé à long terme pour la campagne 1992/1993** 9
- Règlement (CEE) n° 858/93 de la Commission, du 13 avril 1993, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut 11
- Règlement (CEE) n° 859/93 de la Commission, du 13 avril 1993, fixant le montant de l'aide pour le coton 13
- Règlement (CEE) n° 860/93 de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz 14
- Règlement (CEE) n° 861/93 de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant les taux des restitutions applicables à certains produits du secteur du sucre exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité 16
- Règlement (CEE) n° 862/93 de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état 18
- Règlement (CEE) n° 863/93 de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant les restitutions à l'exportation, en l'état, pour les sirops et certains autres produits du secteur du sucre 20

Commission

- * Directive 93/8/CEE de la Commission, du 15 mars 1993, modifiant la directive 82/711/CEE du Conseil établissant les règles de base nécessaires à la vérification de la migration des constituants des matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires 22
 - * Directive 93/9/CEE de la Commission, du 15 mars 1993, modifiant la directive 90/128/CEE concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires 26
 - 93/210/CEE :
 - * Décision de la Commission, du 7 avril 1993, concernant l'importation dans la Communauté de certains animaux vivants et de leurs produits originaires de certains pays d'Europe, en cas de fièvre aphteuse 33
 - 93/211/CEE :
 - * Décision de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant la décision 93/127/CEE instaurant des mesures de sauvegarde pour le riz originaire des Antilles néerlandaises 36
-

Rectificatifs

- * Rectificatif au règlement (CEE) n° 3798/91 du Conseil, du 19 décembre 1991, modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, ainsi que le règlement (CEE) n° 2915/79 déterminant les groupes de produits et les dispositions spéciales relatives au calcul des prélèvements dans le secteur du lait et des produits laitiers (JO n° L 357 du 28.12.1991.) 37

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 854/93 DU CONSEIL

du 5 avril 1993

relatif aux statistiques du transit et aux statistiques des entrepôts concernant les échanges de biens entre États membres

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 100 A,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,

en coopération avec le Parlement européen ⁽²⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant que l'achèvement du marché intérieur passe par l'élimination des formalités, des contrôles et de la documentation de nature douanière pour tous les mouvements de marchandises franchissant les frontières internes;

considérant que, dans les États membres, des besoins statistiques peuvent cependant subsister concernant les échanges de biens entre États membres qui résultent de mouvements de transit et de mouvements à l'entrée ou à la sortie des entrepôts;

considérant que le règlement (CEE) n° 3330/91 du Conseil, du 7 novembre 1991, relatif aux statistiques des échanges de biens entre États membres ⁽⁴⁾, interdit aux États membres d'introduire ou de maintenir des formalités contraignantes pour l'élaboration de statistiques en matière de transit et d'entrepôts; qu'il est nécessaire d'offrir à cet effet une base juridique communautaire;

considérant qu'il est nécessaire de fixer le cadre dans lequel les États membres sont autorisés à organiser leurs relevés statistiques relatifs à ces mouvements de façon à éviter que la charge des redevables ne varie excessivement d'un État membre à l'autre;

considérant que, dans ce cadre, il faut déterminer l'objet des statistiques du transit et des entrepôts et ses consé-

quences sur la collecte de l'information, veiller à diriger cette collecte vers les sources administratives existantes et recourir aux services responsables de ces dernières pour combler des lacunes éventuelles, sans aggraver la charge du redevable de l'information;

considérant que cette charge ne peut dépasser certaines limites, qu'il s'agisse des nomenclatures, des éléments à déclarer, des supports de l'information;

considérant qu'il importe d'appliquer également aux statistiques du transit et des entrepôts les allègements appropriés, particulièrement en faveur des petites et moyennes entreprises; que ces allègements se pratiquent au moyen des seuils statistiques;

considérant que la Commission doit non seulement adopter des dispositions relatives à l'application du présent règlement mais aussi garantir que d'autres dispositions d'application arrêtées par les États membres ne compromettent pas l'allègement de la charge des redevables; qu'il est opportun de prévoir que la Commission soit assistée dans cette tâche par le comité des statistiques des échanges de biens entre États membres,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. En vue de l'établissement de statistiques du transit et de statistiques des entrepôts, les États membres ont la faculté de collecter l'information sur les échanges de biens entre États membres, en se conformant aux règles fixées par le présent règlement.

2. Les États membres qui font usage de cette faculté en informent la Commission.

Article 2

1. Aux fins du présent règlement, sont applicables les définitions figurant à l'article 2 points a), b), c), d), e) et f) du règlement (CEE) n° 3330/91.

⁽¹⁾ JO n° C 107 du 28. 4. 1992, p. 16.

⁽²⁾ JO n° C 337 du 21. 12. 1992, p. 210.

JO n° C 72 du 15. 3. 1993.

⁽³⁾ JO n° C 223 du 31. 8. 1992, p. 6.

⁽⁴⁾ JO n° L 316 du 16. 11. 1991, p. 1.

2. Aux fins du présent règlement, on entend par :
- « transit » : la traversée d'un État membre déterminé par des marchandises circulant entre deux lieux situés en dehors de cet État membre ;
 - « transit interrompu » : le transit au cours duquel a lieu une rupture de charge, le transbordement étant également considéré comme tel ;
 - « régime de l'entrepôt douanier » : le régime douanier de l'entrepôt douanier tel qu'il est défini aux articles 1^{er} et 2 du règlement (CEE) n° 2503/88 du Conseil, du 25 juillet 1988, relatif aux entrepôts douaniers⁽¹⁾ ;
 - « services statistiques compétents » : les services qui, dans chaque État membre, sont responsables de l'élaboration des statistiques des échanges de biens entre États membres.

Article 3

Parmi les marchandises visées à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3330/91, font l'objet de la collecte en vue de l'établissement de la statistique du transit d'un État membre déterminé celles qui, dans cet État membre, sont en transit interrompu, à l'exception des marchandises qui, ayant pénétré dans ledit État membre comme marchandises non communautaires, y ont par la suite été mises en libre pratique.

Article 4

Parmi les marchandises visées à l'article 3 du règlement (CEE) n° 3330/91, font l'objet de la collecte en vue de l'établissement de la statistique des entrepôts d'un État membre déterminé :

- celles qui, sans qu'il soit mis fin au régime de l'entrepôt douanier, sont transférées, au sens de l'article 20 du règlement (CEE) n° 2503/88, d'un entrepôt douanier situé dans cet État membre à un entrepôt douanier situé dans un autre État membre ;
- celles qui, sans qu'il soit mis fin au régime de l'entrepôt douanier, sont transférées, au sens de l'article 20 du règlement (CEE) n° 2503/88, à un entrepôt douanier situé dans cet État membre depuis un entrepôt douanier situé dans un autre État membre ;
- celles qui placées sous le régime de l'entrepôt douanier dans cet État membre sont expédiées à destination d'un autre État membre sous la procédure du transit communautaire externe ;
- celles qui sont placées sous le régime de l'entrepôt douanier dans cet État membre étant en provenance d'un autre État membre sous la procédure du transit communautaire externe.

Article 5

1. Les États membres autorisent, dans les conditions qu'ils déterminent, les redevables de l'information statistique à utiliser comme support de l'information statistique

les documents administratifs ou commerciaux déjà requis à d'autres fins.

Toutefois, en vue de l'uniformisation de leur documentation de base, les États membres peuvent mettre en place des supports de nature exclusivement statistique à condition que le choix soit laissé au redevable de l'information statistique d'utiliser les uns ou les autres.

2. Les États membres informent la Commission sur les supports qu'ils autorisent ou mettent en place.

Article 6

1. Dans un État membre déterminé, le redevable de l'information statistique visé à l'article 8 du règlement (CEE) n° 3330/91 est la personne physique ou morale qui, intervenant dans cet État membre dans un échange de biens entre États membres, établit le document administratif ou commercial désigné comme support de l'information statistique en vertu de l'article 5 paragraphe 1 premier alinéa.

À défaut et par dérogation à l'article 8 du règlement (CEE) n° 3330/91, chaque État membre désigne, parmi les services administratifs à la disposition desquels est mis le document visé au premier alinéa, celui auquel incombe l'obligation de fournir l'information.

2. Les États membres ont la faculté de procéder conformément au paragraphe 1 deuxième alinéa en vue de dispenser, en tout ou en partie, les redevables de l'information de leurs obligations.

3. Le redevable ou le service visé au paragraphe 1 se conforme aux dispositions du présent règlement, à celles arrêtées conformément à l'article 30 du règlement (CEE) n° 3330/91, ainsi qu'aux mesures prises par les États membres en application de ces dispositions.

Article 7

1. Dans le support de l'information statistique à transmettre aux services compétents :

— sans préjudice de l'article 34 du règlement (CEE) n° 3330/91, les marchandises sont désignées selon leur appellation commerciale usuelle exprimée dans des termes suffisamment précis pour permettre leur identification et leur classification immédiate et certaine dans la subdivision la plus détaillée dont elles relèvent dans la version en vigueur, soit de la nomenclature du système harmonisé pour la statistique du transit, soit de la nomenclature combinée pour la statistique des entrepôts, et quel que soit le niveau auquel ces nomenclatures sont appliquées ; toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à l'application par les États membres de la nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques du transport — révisée (NST/R), en lieu et place des nomenclatures susvisées pour autant que la réglementation relative au support utilisé ne s'y oppose pas,

(¹) JO n° L 225 du 15. 8. 1988, p. 1.

— le numéro de code correspondant à la subdivision de la nomenclature visée au premier tiret peut également être exigé par espèce de marchandises.

2. Dans le support de l'information statistique, les pays sont désignés par les expressions codées, alphabétiques ou numériques, fixées par le règlement (CEE) n° 1736/75 du Conseil, du 24 juin 1975, relatif aux statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses États membres⁽¹⁾.

Les redevables de l'information se conforment, pour l'application du premier alinéa, aux instructions des services nationaux compétents pour l'élaboration des statistiques faisant l'objet du présent règlement.

Article 8

1. Les États membres qui établissent une statistique du transit déterminent, parmi les données suivantes, celles qui doivent être mentionnées, par espèce de marchandises, dans le support de l'information statistique :

- a) le pays de provenance, au sens de l'article 9 ;
- b) le pays de destination, au sens de l'article 9 ;
- c) la quantité des marchandises, en masse brute, au sens de l'article 9 ;
- d) le mode de transport, conformément à l'article 9 point f) 1 ;
- e) le lieu de l'interruption du transit, conformément à l'article 9.

2. Les États membres qui établissent une statistique des entrepôts déterminent, parmi les données suivantes, celles qui doivent être mentionnées, par espèce de marchandises, dans le support de l'information statistique :

- a) l'État membre de provenance, dans l'État membre où les marchandises pénètrent, au sens de l'article 9 ;
- b) l'État membre de destination, dans l'État membre que les marchandises quittent, au sens de l'article 9 ;
- c) le pays d'origine, au sens de l'article 9 ; toutefois, cette donnée n'est exigible que dans les limites du droit communautaire ;
- d) la quantité des marchandises en masse brute ou en masse nette, au sens de l'article 9, ainsi qu'en unités supplémentaires, conformément à la nomenclature combinée, pour autant que celle-ci soit utilisée, en application de l'article 7 paragraphe 1 ;
- e) la valeur en douane ;
- f) le mode de transport présumé, conformément à l'article 9 point f) 2 ;
- g) la région de destination, dans l'État membre où les marchandises pénètrent.

(¹) JO n° L 183 du 14. 7. 1975, p. 3. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1629/88 (JO n° L 147 du 14. 6. 1988, p. 1).

3. Pour autant qu'elles ne le sont pas par le présent règlement, la définition des données visées aux paragraphes 1 et 2 et les modalités selon lesquelles celles-ci sont mentionnées dans le support de l'information statistique sont déterminées selon la procédure prévue à l'article 30 du règlement (CEE) n° 3330/91.

Article 9

En vue de l'application de l'article 8, on entend par :

- a) « pays/État membre de provenance » : le dernier pays/État membre où les marchandises ont fait l'objet d'arrêts ou d'opérations juridiques non inhérents au transport ;
- b) « pays/État membre de destination » : le dernier pays/État membre connu au moment de l'établissement du support de l'information statistique comme celui vers lequel les marchandises doivent être acheminées ;
- c) « pays d'origine » : le pays d'où les marchandises sont originaires au sens du règlement (CEE) n° 802/68 du Conseil, du 27 juin 1968, relatif à la définition commune de la notion d'origine des marchandises⁽²⁾ ;
- d) « masse brute » : la masse cumulée des marchandises et de tous leurs emballages à l'exclusion du matériel de transport, et notamment des conteneurs ;
- e) « masse nette » : la masse propre des marchandises dépouillées de tous leurs emballages ;
- f) « mode de transport » : le mode de transport déterminé par le moyen de transport actif :

- 1) avant ou après l'interruption du transit ;
- 2) à l'entrée ou à la sortie de l'entrepôt.

Les modes de transport sont les suivants :

Code	Désignation
1	Transport maritime
2	Transport par chemin de fer
3	Transport par route
4	Transport par air
5	Envois postaux
7	Installations de transport fixes
8	Transport par navigation intérieure
9	Propulsion propre

S'il est fait mention d'un des modes de transport énumérés ci-dessus, sous les codes 1, 2, 3, 4 et 8, les États membres peuvent exiger qu'il soit indiqué également si les marchandises sont transportées en conteneurs, au sens de l'article 15 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 1736/75 ;

(²) JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 1. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 456/91 (JO n° L 54 du 28. 2. 1991, p. 4).

g) « lieu de l'interruption du transit » : le port, l'aéroport ou tout autre lieu où le transit est interrompu, au sens de l'article 2 paragraphe 2 point b).

Article 10

1. Lorsque les données visées aux articles 7 et 8 ne doivent pas figurer sur le document administratif ou commercial visé à l'article 5 paragraphe 1 premier alinéa, pour les fins auxquelles celui-ci est requis, les États membres chargent le service administratif visé à l'article 6 paragraphe 1 deuxième alinéa de les collecter et de les transmettre aux services statistiques compétents, selon les modalités qu'ils déterminent, compte tenu des besoins exprimés par lesdits services statistiques.

2. Sans préjudice de l'article 5 paragraphe 1 deuxième alinéa, les États membres mettent en place les supports à utiliser par ledit service administratif pour la transmission de ces données.

Article 11

1. Aux fins du présent règlement, les seuils statistiques se définissent comme les limites, exprimées en masse brute, pour la statistique du transit, et en valeur ou en masse, pour la statistique des entrepôts, en deçà desquelles les obligations des redevables de l'information sont suspendues.

2. En ce qui concerne la statistique du transit, le seuil est fixé par espèce de marchandises au moins :

- à 50 kilogrammes en cas de transport par air,
- à 1 000 kilogrammes pour les autres modes de transport.

3. En ce qui concerne la statistique des entrepôts, le seuil est fixé au moins à 800 écus par espèce de marchandises, quelle que soit la masse de la marchandise, ou au moins à 50 kilogrammes par espèce de marchandises en cas de transport par air ou au moins à 1 000 kilogrammes par espèce de marchandises pour les autres modes de transport, quelle que soit la valeur de la marchandise.

Article 12

1. Les dispositions nécessaires à l'application du présent règlement sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 30 du règlement (CEE) n° 3330/91.

2. Les États membres peuvent arrêter les dispositions nécessaires à la collecte de l'information en vue de l'établissement de statistiques du transit et de statistiques des entrepôts, lorsqu'elles ne sont pas prévues par le présent règlement ou arrêtées en vertu du paragraphe 1.

Toutefois, si ces dispositions nationales ont pour effet de compromettre l'allègement de la charge des redevables de l'information, les dispositions qui rétablissent les conditions de cet allègement sont arrêtées conformément à l'article précité.

Article 13

Les États membres communiquent à la Commission les mesures qu'ils prennent en vue de l'application du présent règlement.

Article 14

Le comité des statistiques des échanges de biens entre États membres institué par l'article 29 du règlement (CEE) n° 3330/91 peut examiner toute question relative à l'application du présent règlement qui est soulevée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

Article 15

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1996. Au plus tard trois mois avant cette date, la Commission fait rapport sur son application et présente, en tant que de besoin, une proposition.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 5 avril 1993.

Par le Conseil

Le président

J. TRØJBORG

RÈGLEMENT (CEE) N° 855/93 DE LA COMMISSION
du 13 avril 1993

**fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et
aux gruaux et semoules de froment ou de seigle**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1738/92⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, et notamment son article 5,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CEE) n° 762/93 de la Commission⁽⁴⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de rete-

nir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de marché, constaté au cours de la période de référence du 8 avril 1993 en ce qui concerne les monnaies flottantes;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 762/93 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 1. 7. 1992, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1993, p. 11.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 avril 1993, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en écus/t)

Code NC	Pays tiers (*)
0709 90 60	141,75 (2) (3)
0712 90 19	141,75 (2) (3)
1001 10 00	179,35 (1) (5)
1001 90 91	144,20
1001 90 99	144,20 (6)
1002 00 00	153,48 (6)
1003 00 10	137,79
1003 00 20	137,79
1003 00 80	137,79 (6)
1004 00 00	115,80
1005 10 90	141,75 (2) (3)
1005 90 00	141,75 (2) (3)
1007 00 90	148,84 (4)
1008 10 00	52,63 (6)
1008 20 00	96,46 (4)
1008 30 00	56,99 (6)
1008 90 10	(7)
1008 90 90	56,99
1101 00 00	214,52 (6)
1102 10 00	226,74
1103 11 30	290,53
1103 11 50	290,53
1103 11 90	230,20

(1) Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(2) Conformément au règlement (CEE) n° 715/90 les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et importés directement dans les départements français d'outre-mer.

(3) Pour le maïs originaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 écu par tonne.

(4) Pour le millet et le sorgho originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est perçu conformément au règlement (CEE) n° 715/90.

(5) Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(6) Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil (JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10), modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1902/92 (JO n° L 192 du 11. 7. 1992, p. 3), et (CEE) n° 2622/71 de la Commission (JO n° L 271 du 10. 12. 1971, p. 22), modifié par le règlement (CEE) n° 560/91 (JO n° L 62 du 8. 3. 1991, p. 26).

(7) Lors de l'importation du produit relevant du code NC 1008 90 10 (triticale), il est perçu le prélèvement applicable au seigle.

(8) L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

(9) Les produits relevant de ce code importés dans le cadre des accords intérimaires conclus entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie et la Communauté et pour lesquels est présenté un certificat EUR 1, délivré dans les conditions prévues dans le règlement (CEE) n° 585/92 sont soumis aux prélèvements repris à l'annexe dudit règlement.

RÈGLEMENT (CEE) N° 856/93 DE LA COMMISSION

du 13 avril 1993

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1738/92⁽²⁾, et notamment son article 15 paragraphe 6,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, et notamment son article 5,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CEE) n° 3874/92 de la Commission⁽⁴⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de

marché, constaté au cours de la période de référence du 8 avril 1993 en ce qui concerne les monnaies flottantes;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt, en provenance des pays tiers, visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75, sont fixées à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 1. 7. 1992, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 390 du 31. 12. 1992, p. 121.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 avril 1993, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en écus / t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme
	4	5	6	7
0709 90 60	0	0	0	0
0712 90 19	0	0	0	0
1001 10 00	0	0	0	0
1001 90 91	0	0	0	1,79
1001 90 99	0	0	0	1,79
1002 00 00	0	0	0	0
1003 00 10	0	0	0	0
1003 00 20	0	0	0	0
1003 00 80	0	0	0	0
1004 00 00	0	0	0	0
1005 10 90	0	0	0	0
1005 90 00	0	0	0	0
1007 00 90	0	0	0	0
1008 10 00	0	0	0	0
1008 20 00	0	0	0	0
1008 30 00	0	0	0	0
1008 90 90	0	0	0	0
1101 00 00	0	0	0	2,50

B. Malt

(en écus / t)

Code NC	Courant	1 ^{er} terme	2 ^e terme	3 ^e terme	4 ^e terme
	4	5	6	7	8
1107 10 11	0	0	0	3,19	3,19
1107 10 19	0	0	0	2,38	2,38
1107 10 91	0	0	0	0	0
1107 10 99	0	0	0	0	0
1107 20 00	0	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CEE) N° 857/93 DE LA COMMISSION

du 13 avril 1993

modifiant le règlement (CEE) n° 3663/92 en ce qui concerne l'acidité totale minimale des vins de table produits au Portugal et mis sous contrats de stockage privé à long terme pour la campagne 1992/1993

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment ses articles 90 paragraphe 1 et 257 paragraphe 1,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1756/92⁽²⁾, et notamment son article 32 paragraphe 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 3663/92 de la Commission⁽³⁾ a ouvert la possibilité de conclure des contrats de stockage privé à long terme pour les vins de table et autres produits pour la campagne 1992/1993; que son article 2 et son annexe ont fixé les conditions qualitatives minimales requises pour les vins de table blancs et rouges, notamment en matière d'acidité totale minimale (exprimée en acidité tartrique);

considérant que la période fixée aux articles 90 paragraphe 1 et 257 paragraphe 1 de l'acte d'adhésion a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1993 par le règlement (CEE) n° 4007/87 du Conseil⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3876/92⁽⁵⁾;

considérant que les conditions de production des vins de table au Portugal sont les mêmes que celles constatées et

acceptées en Espagne; qu'il convient donc en matière d'acidité totale minimale, de prévoir la même quantité d'acide tartrique pour les vins de table produits en Espagne et au Portugal; que cette disposition doit prendre effet à la date d'entrée en vigueur du règlement précité ouvrant la possibilité de conclure des contrats de stockage privé;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 3663/92 est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 19 décembre 1992.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 180 du 1. 7. 1992, p. 27.

⁽³⁾ JO n° L 370 du 19. 12. 1992, p. 44.

⁽⁴⁾ JO n° L 378 du 31. 12. 1987, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 391 du 31. 12. 1992, p. 2.

ANNEXE**CONDITIONS QUALITATIVES MINIMALES REQUISES POUR LES VINS DE TABLE****I. Vins blancs**

a) Titre alcoométrique acquis minimal :	10,5 % vol ;
b) acidité totale minimale (exprimée en acide tartrique) :	5 grammes par litre et 4 grammes par litre pour les vins de table produits en Espagne et au Portugal ;
c) acidité volatile maximale :	9 milliéquivalents par litre ;
d) teneur maximale en anhydride sulfureux :	155 milligrammes par litre.

II. Vins rouges

a) Titre alcoométrique acquis minimal :	10,5 % vol ;
b) acidité totale minimale (exprimée en acide tartrique) :	5 grammes par litre et 4 grammes par litre pour les vins de table produits en Espagne et au Portugal ;
c) acidité volatile maximale :	11 milliéquivalents par litre ;
d) teneur maximale en anhydride sulfureux :	115 milligrammes par litre.

Les vins rosés doivent répondre aux conditions prévues ci-avant pour les vins rouges, sauf en ce qui concerne l'anhydride sulfureux, dont la teneur maximale est celle fixée pour les vins blancs.

Toutefois, les vins de table des types R III, A II et A III ne sont pas soumis aux conditions visées aux points a) et d).

RÈGLEMENT (CEE) N° 858/93 DE LA COMMISSION**du 13 avril 1993****fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3814/92 ⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 8,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, et notamment son article 5,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation de sucre blanc et de sucre brut ont été fixés par le règlement (CEE) n° 789/93 de la Commission ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 850/93 ⁽⁵⁾;

considérant que l'application des règles et modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 789/93 aux données dont la Commission a connaissance conduit à modifier

les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir, pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de marché, constaté au cours de la période de référence du 8 avril 1993 en ce qui concerne les monnaies flottantes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation visés à l'article 16 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1785/81 sont, pour le sucre brut de la qualité type et le sucre blanc, fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1993, p. 66.

⁽⁵⁾ JO n° L 88 du 8. 4. 1993, p. 38.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 avril 1993, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

(en écus/100 kg)

Code NC	Montant du prélèvement ⁽¹⁾
1701 11 10	36,28 ⁽¹⁾
1701 11 90	36,28 ⁽¹⁾
1701 12 10	36,28 ⁽¹⁾
1701 12 90	36,28 ⁽¹⁾
1701 91 00	44,33
1701 99 10	44,33
1701 99 90	44,33 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 ou 3 du règlement (CEE) n° 837/68 de la Commission.

⁽²⁾ Le présent montant, conformément aux dispositions de l'article 16 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1785/81, est également applicable aux sucres obtenus à partir du sucre blanc et du sucre brut additionnés de substances autres que les aromatisants ou les colorants.

⁽³⁾ L'importation de produits originaires des PTOM est exempte de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

RÈGLEMENT (CEE) N° 859/93 DE LA COMMISSION**du 13 avril 1993****fixant le montant de l'aide pour le coton**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de la Grèce, et notamment les paragraphes 3 et 10 du protocole n° 4 concernant le coton, modifié par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment le protocole n° 14 y annexé, et le règlement (CEE) n° 4006/87 de la Commission ⁽¹⁾,

vu le règlement (CEE) n° 2169/81 du Conseil, du 27 juillet 1981, fixant les règles générales du régime d'aide au coton ⁽²⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2053/92 ⁽³⁾, et notamment son article 5 paragraphe 1,

considérant que le montant de l'aide visée à l'article 5 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 2169/81 a été fixé par le règlement (CEE) n° 3868/92 de la Commission ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 851/93 ⁽⁵⁾;

considérant que l'application des règles et modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 3868/92 aux données dont la Commission dispose actuellement conduit à modifier le montant de l'aide actuellement en vigueur comme il est indiqué à l'article 1^{er} du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le montant de l'aide pour le coton non égrené visée à l'article 5 du règlement (CEE) n° 2169/81 est fixé à 69,620 écus par 100 kilogrammes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 377 du 31. 12. 1987, p. 49.

⁽²⁾ JO n° L 211 du 31. 7. 1981, p. 2.

⁽³⁾ JO n° L 215 du 30. 7. 1992, p. 12.

⁽⁴⁾ JO n° L 390 du 31. 12. 1992, p. 106.

⁽⁵⁾ JO n° L 88 du 8. 4. 1993, p. 40.

RÈGLEMENT (CEE) N° 860/93 DE LA COMMISSION

du 13 avril 1993

modifiant les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1738/92 ⁽²⁾, et notamment son article 14 paragraphe 4,

vu le règlement (CEE) n° 1418/76 du Conseil, du 21 juin 1976, portant organisation commune du marché du riz ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 674/92 ⁽⁴⁾, et notamment son article 12 paragraphe 4,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽⁵⁾, et notamment son article 5,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz ont été fixés par le règlement (CEE) n° 756/93 de la Commission ⁽⁶⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 791/93 ⁽⁷⁾;

considérant que le règlement (CEE) n° 1906/87 du Conseil ⁽⁸⁾ a modifié le règlement (CEE) n° 2744/75 du Conseil ⁽⁹⁾ en ce qui concerne les produits relevant des codes NC 2302 10, 2302 20, 2302 30 et 2302 40;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers, le taux représentatif de

marché, constaté au cours de la période de référence du 8 avril 1993 en ce qui concerne les monnaies flottantes;

considérant que le facteur de correction précité affecte tous les éléments de calcul des prélèvements, y compris les coefficients d'équivalence;

considérant que le prélèvement applicable au produit de base, fixé en dernier lieu, s'écarte de la moyenne des prélèvements de plus de 3,02 écus par tonne de produit de base; que les prélèvements actuellement en vigueur doivent, dès lors, en vertu de l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 1579/74 de la Commission ⁽¹⁰⁾ modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1740/78 ⁽¹¹⁾, être modifiés conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à percevoir lors de l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz, relevant du règlement (CEE) n° 2744/75, et fixés à l'annexe du règlement (CEE) n° 756/93 sont modifiés conformément à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.
⁽²⁾ JO n° L 180 du 1. 7. 1992, p. 1.
⁽³⁾ JO n° L 166 du 25. 6. 1976, p. 1.
⁽⁴⁾ JO n° L 73 du 19. 3. 1992, p. 7.
⁽⁵⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.
⁽⁶⁾ JO n° L 77 du 31. 3. 1993, p. 39.
⁽⁷⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1993, p. 71.
⁽⁸⁾ JO n° L 182 du 3. 7. 1987, p. 49.
⁽⁹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 65.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 168 du 25. 6. 1974, p. 7.

⁽¹¹⁾ JO n° L 202 du 26. 7. 1978, p. 8.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant les prélèvements applicables à l'importation des produits transformés à base de céréales et de riz

(en écus/t)

Code NC	Prélèvements (*)	
	ACP	Pays tiers (sauf ACP)
1102 30 00	161,13	164,15
1103 14 00	161,13	164,15
1103 29 50	161,13	164,15
1104 19 91	273,62	279,66
1108 19 10	231,06	261,89

(*) L'importation de produits originaires des PTOM est exemptée de prélèvement, conformément à l'article 101 paragraphe 1 de la décision 91/482/CEE.

RÈGLEMENT (CEE) N° 861/93 DE LA COMMISSION

du 13 avril 1993

modifiant les taux des restitutions applicables à certains produits du secteur du sucre exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3814/92 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphes 1 et 2,

considérant que les taux des restitutions applicables, à compter du 1^{er} mars 1993, aux produits visés à l'annexe, exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité, ont été fixés par le règlement (CEE) n° 779/93 de la Commission ⁽³⁾;

considérant que l'application des règles et critères rappelés dans le règlement (CEE) n° 779/93 aux données

dont la Commission dispose actuellement conduit à modifier les taux des restitutions actuellement en vigueur comme il est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les taux des restitutions fixés par le règlement (CEE) n° 779/93 sont modifiés comme indiqué à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

Martin BANGEMANN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1993, p. 41.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 14 avril 1993, modifiant les taux des restitutions applicables à certains produits du secteur du sucre exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité

Taux des restitutions en écus/100 kg:

Sucre blanc :	37,70	
Sucre brut :	34,68	
Sirops de betterave ou de canne, contenant en poids à l'état sec 85 % ou plus de saccharose (y compris le sucre interverti calculé en saccharose):	$37,70 \times \frac{S^{(1)}}{100}$	ou
Si ces sirops sont obtenus par dissolution de sucre blanc ou brut à l'état solide, la dissolution étant suivie ou non d'une inversion :		Le taux fixé ci-dessus pour 100 kg de sucre blanc ou brut mis en œuvre pour la dissolution
Mélasses :	—	
Isoglucose ⁽²⁾ :	37,70 ⁽³⁾	

⁽¹⁾ « S » représentant, par 100 kilogrammes de sirop :

- la teneur en saccharose (y compris le sucre interverti calculé en saccharose), lorsque la pureté du sirop en cause est égale ou supérieure à 98 %,
- la teneur en sucre extractible, lorsque la pureté du sirop en cause est égale ou supérieure à 85 % mais inférieure à 98 %.

⁽²⁾ Produits obtenus par isomérisation du glucose, ayant une teneur en poids à l'état sec d'au moins 41 % de fructose et dont la teneur totale en poids à l'état sec de polysaccharides et d'oligosaccharides, y compris la teneur en di- ou trisaccharides, ne dépasse pas 8,5 %.

⁽³⁾ Montant de la restitution pour 100 kilogrammes de matière sèche.

RÈGLEMENT (CEE) N° 862/93 DE LA COMMISSION
du 13 avril 1993

modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3814/92 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4 deuxième alinéa,

considérant que les restitutions applicables à l'exportation pour le sucre blanc et le sucre brut ont été fixées par le règlement (CEE) n° 767/93 de la Commission ⁽³⁾;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 767/93 aux données dont la Commission a connaissance conduit à modifier les restitutions à l'exportation actuellement en vigueur, conformément à l'annexe du présent règlement;

considérant que les taux représentatifs de marché définis à l'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil ⁽⁴⁾

sont utilisés pour convertir le montant exprimé en monnaies des pays tiers et sont à la base de la détermination des taux de conversion agricole des monnaies des États membres; que les modalités d'application et de détermination de ces conversions ont été établies dans le règlement (CEE) n° 3819/92 de la Commission ⁽⁵⁾,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les restitutions à l'exportation des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 point a) du règlement (CEE) n° 1785/81, en l'état et non dénaturés, fixées à l'annexe du règlement (CEE) n° 767/93 sont modifiées conformément aux montants repris à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1993, p. 12.

⁽⁴⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 17.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Code produit	Montant de la restitution (°)
	— écus/100 kg —
1701 11 90 100	34,68 (°)
1701 11 90 910	31,98 (°)
1701 11 90 950	(°)
1701 12 90 100	34,68 (°)
1701 12 90 910	31,98 (°)
1701 12 90 950	(°)
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 91 00 000	0,3770
	— écus/100 kg —
1701 99 10 100	37,70
1701 99 10 910	37,70
1701 99 10 950	37,70
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1701 99 90 100	0,3770

(°) Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut exporté s'écarte de 92 %, le montant de la restitution applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 5 paragraphe 3 du règlement (CEE) n° 766/68.

(°) Fixation suspendue par le règlement (CEE) n° 2689/85 de la Commission (JO n° L 255 du 26. 9. 1985, p. 12), modifié par le règlement (CEE) n° 3251/85 (JO n° L 309 du 21. 11. 1985, p. 14).

(°) Les restitutions à l'exportation vers les républiques de Serbie et du Monténégro ne peuvent être octroyées que dans le cadre de l'aide humanitaire fournie par des organisations caritatives respectant les conditions visées à l'article 2 sous a) et article 3 du règlement (CEE) n° 1432/92 du Conseil.

RÈGLEMENT (CEE) N° 863/93 DE LA COMMISSION

du 13 avril 1993

modifiant les restitutions à l'exportation, en l'état, pour les sirops et certains autres produits du secteur du sucre

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 3814/92 ⁽²⁾, et notamment son article 19 paragraphe 4,

considérant que les restitutions applicables à l'exportation en l'état pour les sirops et certains autres produits du secteur du sucre ont été fixées par le règlement (CEE) n° 769/93 ⁽³⁾;

considérant que l'application des règles, critères et modalités rappelés dans le règlement (CEE) n° 769/93 aux données dont la Commission dispose actuellement, conduit à modifier les restitutions à l'exportation, actuelle-

ment en vigueur, comme il est indiqué à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

La restitution à accorder lors de l'exportation, en l'état, des produits visés à l'article 1^{er} paragraphe 1 points d), f) et g) du règlement (CEE) n° 1785/81, et fixée à l'annexe du règlement (CEE) n° 769/93 est modifiée conformément aux montants repris à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 14 avril 1993.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.

⁽²⁾ JO n° L 387 du 31. 12. 1992, p. 7.

⁽³⁾ JO n° L 79 du 1. 4. 1993, p. 16.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 13 avril 1993, modifiant les restitutions à l'exportation, en l'état, pour les sirops et certains autres produits du secteur du sucre

Code produit	Montant de la restitution
	— écus/100 kg de matière sèche —
1702 40 10 100	37,70 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1702 60 10 000	37,70 ⁽²⁾ ⁽³⁾
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1702 60 90 000	0,3770 ⁽¹⁾ ⁽³⁾
	— écus/100 kg de matière sèche —
1702 90 30 000	37,70 ⁽²⁾ ⁽³⁾
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
1702 90 60 000	0,3770 ⁽¹⁾ ⁽³⁾
1702 90 71 000	0,3770 ⁽¹⁾ ⁽³⁾
1702 90 90 900	0,3770 ⁽¹⁾ ⁽³⁾ ⁽⁴⁾
	— écus/100 kg de matière sèche —
2106 90 30 000	37,70 ⁽²⁾ ⁽³⁾
	— écus/1 % de saccharose × 100 kg —
2106 90 59 000	0,3770 ⁽¹⁾ ⁽³⁾

⁽¹⁾ Le montant de base n'est pas applicable aux sirops d'une pureté inférieure à 85 % [règlement (CEE) n° 394/70]. La teneur en saccharose est déterminée conformément à l'article 13 du règlement (CEE) n° 394/70.

⁽²⁾ Applicable uniquement aux produits visés à l'article 3 du règlement (CEE) n° 1469/77.

⁽³⁾ Les restitutions à l'exportation vers les républiques de Serbie et du Monténégro ne peuvent être octroyées que dans le cadre de l'aide humanitaire fournie par des organisations caritatives respectant les conditions visées à l'article 2 sous a) et article 3 du règlement (CEE) n° 1432/92 du Conseil.

⁽⁴⁾ Le montant de base n'est pas applicable au produit défini au point 2 de l'annexe du règlement (CEE) n° 3513/92 (JO n° L 355 du 5. 12. 1992, p. 12).

NB: Les codes produit, ainsi que les renvois en bas de page, sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 252/93 (JO n° L 28 du 5. 2. 1993, p. 48).

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DIRECTIVE 93/8/CEE DE LA COMMISSION

du 15 mars 1993

modifiant la directive 82/711/CEE du Conseil établissant les règles de base nécessaires à la vérification de la migration des constituants des matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 89/109/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des législations des États membres concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires ⁽¹⁾, et notamment son article 3,

considérant que les mesures communautaires prévues par la présente directive sont non seulement nécessaires mais aussi indispensables à la réalisation des objectifs du marché intérieur; que ces objectifs ne peuvent être atteints séparément par les États membres; que, par ailleurs, leur réalisation au niveau communautaire est déjà prévue par la directive 89/109/CEE;

considérant que la directive 90/128/CEE de la Commission, du 23 février 1990, concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires ⁽²⁾, modifiée par la directive 92/39/CEE ⁽³⁾, offre la possibilité d'effectuer les essais de migration soit sur des denrées alimentaires soit sur des simulateurs d'aliments alors que la directive 82/711/CEE du Conseil ⁽⁴⁾ exige que les essais de migration soient effectués uniquement sur des simulateurs d'aliments à moins que la méthode d'analyse permettant de déterminer le taux de migration dans les denrées alimentaires ait été officiellement adoptée; que cette disparité peut

affecter l'application correcte des directives et qu'il est donc nécessaire de la supprimer;

considérant que l'utilisation de plus en plus répandue des fours à micro-ondes impose l'établissement de nouvelles conditions d'essai spécifiques;

considérant qu'il est nécessaire de supprimer la possibilité donnée aux États membres d'adopter des règles nationales applicables aux températures élevées afin d'éliminer les disparités existantes;

considérant que les mesures établies par la présente directive sont conformes à l'avis du comité permanent des denrées alimentaires,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article premier

La directive 82/711/CEE est modifiée comme suit :

1) Les articles 2 et 3 sont remplacés par le texte suivant :

« Article 2

Les taux de migration globaux et spécifiques des constituants des matériaux et objets visés à l'article 1^{er} dans ou sur des denrées alimentaires ou des simulateurs d'aliments ne doivent pas dépasser les limites fixées dans la directive 90/128/CEE de la Commission ^(*) ou toute autre directive spécifique pertinente.

Article 3

1. Le contrôle du respect des limites de migration dans les denrées alimentaires est effectué dans les conditions de durée et de température les plus extrêmes prévisibles dans la pratique.

⁽¹⁾ JO n° L 40 du 11. 2. 1989, p. 38.

⁽²⁾ JO n° L 75 du 21. 3. 1990, p. 19, rectifié par le JO n° L 349 du 13. 12. 1990, p. 26.

⁽³⁾ JO n° L 168 du 23. 6. 1992, p. 21.

⁽⁴⁾ JO n° L 297 du 23. 10. 1982, p. 26.

Le contrôle du respect des limites de migration dans les simulateurs d'aliments est effectué à l'aide d'essais de migration conventionnels, dont les règles de base sont visées à l'annexe.

2. a) Cependant, si un État membre constate, sur la base de nouvelles données ou d'une nouvelle évaluation des données existantes intervenues depuis l'adoption de la présente directive, que pour un matériau ou un objet en matière plastique, les règles de base pour les essais de migration prévues à l'annexe sont inappropriées pour des raisons techniques ou parce que les conditions réelles d'emploi diffèrent de manière essentielle des conditions d'essais fixées dans le tableau de l'annexe, cet État membre peut provisoirement suspendre, sur son territoire et uniquement pour le cas d'espèce, l'application des règles de base visées à l'annexe et permettre l'application de règles de base plus appropriées. Il en informe immédiatement les autres États membres et la Commission en indiquant les motifs de sa décision.

b) La Commission examine, dans les meilleurs délais, les motifs invoqués par l'État membre intéressé et procède à la consultation des États membres au sein du comité permanent des denrées alimentaires, puis elle émet sans tarder son avis et modifie la présente directive, si nécessaire. Dans ce cas, l'État membre qui a adopté des règles de base plus appropriées peut les maintenir jusqu'à ce que lesdites modifications entrent en vigueur.

2) L'annexe est remplacée par le texte figurant en annexe à la présente directive.

Article 2

Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive à partir du 1^{er} avril 1994. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces mesures, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 15 mars 1993.

Par la Commission

Martin BANGEMANN

Membre de la Commission

(*) JO n° L 75 du 21. 3. 1990, p. 19, rectifié par le JO n° L 349 du 13. 12. 1990, p. 26.

ANNEXE

« ANNEXE

RÈGLES DE BASE NÉCESSAIRES À LA VÉRIFICATION DE LA MIGRATION DANS DES SIMULATEURS D'ALIMENTS

La détermination de la migration dans des simulateurs d'aliments est effectuée en utilisant les simulateurs prévus au chapitre I et dans les conditions d'essais visées au chapitre II. Toutefois, la détermination de la migration doit être limitée au(x) simulateur(s) et au(x) condition(s) d'essai qui, dans le cas d'espèce, peuvent être considérés comme les plus stricts sur la base de l'expérience acquise.

CHAPITRE I

Simulateurs d'aliments

1. *Cas général : matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec tous les types de denrées alimentaires*

Les essais sont effectués en utilisant tous les simulateurs d'aliments suivants et en prenant pour chaque simulateur un nouvel échantillon du matériau ou de l'objet :

- eau distillée ou eau de qualité équivalente (= simulateur A),
- acide acétique à 3 % (p/v), en solution aqueuse (= simulateur B),
- éthanol à 15 % (v/v), en solution aqueuse (= simulateur C),
- huile d'olive raffinée ⁽¹⁾ (= simulateur D); lorsque, pour des raisons techniques liées à la méthode d'analyse, il est nécessaire d'utiliser d'autres simulateurs d'aliments, l'huile d'olive doit être remplacée par un mélange de triglycérides synthétiques ⁽²⁾ ou par l'huile de tournesol. Si tous les simulateurs d'aliments énumérés dans le présent point se révèlent inappropriés, d'autres simulateurs d'aliments et d'autres conditions de temps et de température peuvent être utilisés.

Toutefois, le simulateur A doit être utilisé uniquement dans les cas mentionnés spécifiquement dans le tableau de la présente annexe.

2. *Cas particulier : matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec une seule denrée alimentaire ou avec un groupe déterminé de denrées alimentaires*

Des essais sont effectués :

- en employant seulement les simulateurs d'aliments indiqués comme appropriés pour la denrée alimentaire ou le groupe de denrées alimentaires dans la directive 85/572/CEE ⁽³⁾,
- lorsque la denrée alimentaire ou le groupe de denrées alimentaires ne sont pas inclus dans la liste visée au premier tiret, en employant, parmi le ou les simulateurs d'aliments indiqués au point 1, seulement celui ou ceux qui correspondent le mieux aux capacités d'extraction de la denrée alimentaire ou du groupe de denrées alimentaires.

CHAPITRE II

Conditions d'essai (durée et température)

1. Effectuer les essais de migration en choisissant, parmi les durées et les températures prévues dans le tableau, celles qui correspondent le mieux, mais ne sont pas inférieures, aux conditions de contact normales ou prévisibles pour les matériaux et objets en matière plastique à l'étude.
2. Si un matériau ou un objet en matière plastique satisfait à un essai d'une durée donnée et à une température donnée, il n'est pas nécessaire de le soumettre à des essais d'une plus courte durée à la même température ni à des essais de même durée à une température inférieure.
3. Toutefois, si un matériau ou un objet en matière plastique est destiné à être utilisé dans plusieurs des conditions de contact visées dans le tableau, la migration est déterminée en soumettant ce matériau ou cet objectif successivement à toutes les conditions d'essai correspondantes prévues, en utilisant la même partie aliquote du simulateur de denrées alimentaires.

⁽¹⁾ Caractéristiques de l'huile d'olive raffinée :

- indice d'iode (Wijs) = 80-88,
- indice de réfraction à 25 °C = 1,4665-1,4679,
- acidité (exprimée en % d'acide oléique) = 0,5 % maximum,
- indice de peroxyde (exprimé en milliéquivalents d'oxygène par kilogramme d'huile) = 10 maximum.

⁽²⁾ Caractéristiques du mélange standard de triglycérides synthétiques telles que décrites par l'article de K. Figge, "Food Cosmet. Toxicol" 10 (1972) 81.5.

⁽³⁾ JO n° L 372 du 31. 12. 1985, p. 14.

4. Si un matériau ou un objet en matière plastique est destiné à entrer en contact avec des denrées alimentaires pendant une durée non déterminée, les conditions d'essai sont les suivantes :
- si, dans les conditions réelles d'utilisation, le matériau ou l'objet en matière plastique peut être utilisé à n'importe quelle température jusqu'à et y compris 70 °C et que cela est indiqué sur l'étiquette ou dans les instructions, seul l'essai de 10 jours à 40 °C doit être effectué ;
 - si, dans les conditions réelles d'utilisation, le matériau ou l'objet en matière plastique peut être utilisé à une température supérieure à 70 °C :
 - faute d'indications sur l'étiquette ou d'instructions concernant la température prévisible dans les conditions réelles d'utilisation, les essais doivent être effectués en utilisant les simulateurs B et C, à la température de reflux si possible ou pendant 2 heures à 100 °C et en utilisant le simulateur D pendant 2 heures à 175 °C ;
 - en présence d'indications sur l'étiquette ou d'instructions concernant les conditions prévisibles d'utilisation dans la pratique, il convient de sélectionner des durées et des températures figurant dans le tableau.
5. Par dérogation aux conditions prévues au tableau, et au paragraphe 2, si le matériau ou l'objet en matière plastique est destiné à être utilisé dans les conditions réelles d'utilisation pendant des périodes de moins de 15 minutes à des températures situées entre 70 °C et 100 °C et que cela est indiqué sur l'étiquette ou dans les instructions, seuls l'essai de 2 heures à 70 °C et l'essai de 10 jours à 40 °C doivent être effectués. Pour chacun de ces deux essais, utiliser un nouvel échantillon du même matériau ou objet à étudier.
6. S'il est constaté que l'application des conditions d'essai prévues dans le tableau provoque sur les matériaux ou les objets en matière plastique des modifications physiques ou autres qui ne se produisent pas dans les conditions normales ou prévisibles d'utilisation du matériau ou de l'objet, il convient d'appliquer aux essais de migration les conditions les plus appropriées au cas d'espèce.
7. Pour les matériaux et les objets destinés à être utilisés dans des fours à micro-ondes, les essais de migration doivent être faits dans un four conventionnel dans des conditions de durée et de température appropriées sélectionnées dans le tableau.

Tableau

Conditions de contact dans l'emploi réel	Conditions d'essais
<i>Durée de contact</i>	<i>Durée de l'essai</i>
t ≤ 0,5 heure	0,5 heure
0,5 heure < t ≤ 1 heure	1 heure
1 heure < t ≤ 2 heures	2 heures
2 heures < t ≤ 24 heures	24 heures
t > 24 heures	10 jours
<i>Température de contact</i>	<i>Température des essais</i>
T ≤ 5 °C	5 °C
5 °C < T ≤ 20 °C	20 °C
20 °C < T ≤ 40 °C	40 °C
40 °C < T ≤ 70 °C	70 °C
70 °C < T ≤ 100 °C	100 °C ou température de reflux
100 °C < T ≤ 121 °C	121 °C (*)
121 °C < T ≤ 130 °C	130 °C (*)
130 °C < T ≤ 150 °C	150 °C (**)
T > 150 °C	175 °C (**)

(*) Utiliser le simulateur C à la température de reflux.

(**) En plus des simulateurs A, B et C utilisés de manière appropriée à 100 °C ou à température de reflux, utiliser le simulateur D à 150 °C ou à 175 °C.

DIRECTIVE 93/9/CEE DE LA COMMISSION

du 15 mars 1993

modifiant la directive 90/128/CEE concernant les matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 89/109/CEE du Conseil, du 21 décembre 1988, relative au rapprochement des législations des États membres concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires⁽¹⁾, et notamment son article 3,

après consultation du comité scientifique de l'alimentation humaine,

considérant que les mesures communautaires prévues par la présente directive sont non seulement nécessaires mais aussi indispensables à la réalisation des objectifs du marché intérieur; que ces objectifs ne peuvent être atteints séparément par les États membres; que, par ailleurs, leur réalisation au niveau communautaire est déjà prévue par la directive 89/109/CEE;

considérant que la directive 90/128/CEE de la Commission⁽²⁾, modifiée par la directive 92/39/CEE⁽³⁾, et notamment son article 3 paragraphe 4, prévoit la révision de l'annexe II et particulièrement de la section B;

considérant que, sur la base des informations disponibles, certaines substances provisoirement autorisées au niveau national peuvent être incluses dans la liste communautaire alors que d'autres doivent être définitivement interdites;

considérant que certaines substances provisoirement autorisées au niveau national peuvent continuer à être utilisées pendant une période supplémentaire donnée puisque, bien que les informations demandées par le comité scientifique de l'alimentation humaine ne soient pas encore disponibles, les études requises sont en cours ou en projet;

considérant que d'autres substances ont fait l'objet d'une demande d'utilisation à la suite de l'adoption de la directive 90/128/CEE et que les données techniques fournies permettent de les inclure dans la liste communautaire;

considérant que, pour certaines substances, les restrictions déjà exposées devraient être modifiées en fonction des informations disponibles;

considérant que certaines substances bien définies qui remplacent des termes génériques mal définis et mainte-

nant supprimés doivent pouvoir continuer à être utilisées dans l'attente d'une décision sur leur inclusion dans la liste communautaire;

considérant que les mesures prévues par la présente directive sont conformes à l'avis du comité permanent des denrées alimentaires,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE:

Article premier

La directive 90/128/CEE est modifiée comme suit:

1) À l'article 5 le paragraphe 3 suivant est ajouté:

« 3. La vérification de la conformité avec les limites de migration spécifique prévues au paragraphe 1 n'est pas obligatoire s'il peut être établi que, pour une migration complète de la substance résiduelle dans le matériau ou l'objet, elle ne peut excéder la limite de migration spécifique. »

2) L'annexe II est modifiée comme suit:

a) au point 8:

— après « QM(T) = quantité maximale permise de substance "résiduelle" dans le matériau ou l'objet exprimée comme le total du groupement ou de la (des) substance(s) indiquée(s) », insérer le texte suivant:

« Aux fins de la présente directive, "QM(T)" signifie que la quantité maximale permise de la substance "résiduelle" dans le matériau ou l'objet devrait être déterminée par une méthode d'analyse validée à la limite spécifiée. Si une telle méthode n'existe pas actuellement, une méthode d'analyse avec des caractéristiques de performances appropriées à la limite spécifiée peut être utilisée en attendant le développement d'une méthode validée. »

— après « LMS(T) = limite de migration spécifique dans la denrée alimentaire ou dans le simulant alimentaire exprimée comme le total du groupement ou de la (des) substance(s) indiquée(s) », insérer le texte suivant:

« Aux fins de la présente directive, "LMS(T)" signifie que la migration spécifique de la substance devrait être déterminée par une méthode d'analyse validée à la limite spécifiée. Si une telle méthode n'existe pas actuellement, une méthode d'analyse avec des caractéristiques de performances appropriées à la limite spécifiée peut être utilisée en attendant le développement d'une méthode validée. »

⁽¹⁾ JO n° L 40 du 11. 2. 1989, p. 38.⁽²⁾ JO n° L 75 du 21. 3. 1990, p. 19 et rectificatif du JO n° L 349 du 13. 12. 1990, p. 26.⁽³⁾ JO n° L 168 du 23. 6. 1992, p. 21.

b) à la section A :

- les substances figurant à l'annexe I sont ajoutées,
- pour les substances figurant à l'annexe II, le contenu de la colonne « restrictions » est modifié comme indiqué ;

c) à la section B :

- les substances figurant à l'annexe III sont ajoutées en remplacement de certains termes génériques mal définis et supprimés par cette directive,
- les substances figurant à l'annexe IV sont supprimées ;

d) des substances visées à l'annexe V sont transférées de la section B à la section A et sont soumises aux restrictions lorsqu'elles sont spécifiées.

Article 2

1. Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive à partir du 1^{er} avril 1994. Ils en informent immédiatement la Commission.

Les États Membres :

- admettent, à partir du 1^{er} avril 1994, le commerce et l'utilisation des matériaux et objets en matière plas-

tique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires conformes à la présente directive,

- interdisent à partir du 1^{er} avril 1996, le commerce et l'utilisation des matériaux et objets en matière plastique destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires et qui ne sont pas conformes à la présente directive.

2. Lorsque les États membres adoptent les dispositions visées au paragraphe 1, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Bruxelles, le 15 mars 1993.

Par la Commission

Martin BANGEMANN

Membre de la Commission

ANNEXE I

LISTE DES MONOMÈRES ET AUTRES SUBSTANCES DE DÉPART AJOUTÉS À LA SECTION A

N° PM/REF	N° CAS	Dénomination	Restrictions
(1)	(2)	(3)	(4)
15565	000106-46-7	1,4-Dichlorobenzène	LMS = 12 mg/kg
15820	000345-92-6	4,4'-Difluorobenzophénone	LMS = 0,05 mg/kg
17160	000097-53-0	Eugénol	LMS = 0,01 mg/kg
22390	000840-65-3	2,6-Naphtalènedicarboxylate de diméthyle	LMS = 0,05 mg/kg
24057	000089-32-7	Anhydride pyromellitique	LMS = 0,05 mg/kg (exprimé en acide pyromellitique)
24475	001313-82-2	Sulfure de sodium	
24540	009005-25-8	Amidon alimentaire	
24888	003965-55-7	5-Sulfoisophtalate de diméthyle, sel monosodique	LMS = 0,05 mg/kg

ANNEXE II

LISTE DES MONOMÈRES ET AUTRES SUBSTANCES DE DÉPART EN SECTION A POUR LESQUELS LE CONTENU DE LA COLONNE « RESTRICTIONS » EST MODIFIÉ

N° PM/REF	N° CAS	Dénomination	Restrictions
(1)	(2)	(3)	(4)
12788	002432-99-7	Acide 11-aminoundécanoïque	LMS = 5 mg/kg

ANNEXE III

LISTE DES MONOMÈRES ET AUTRES SUBSTANCES DE DÉPART AJOUTÉS À LA SECTION B

N° PM/REF	N° CAS	Dénomination	Restrictions
(1)	(2)	(3)	(4)
10599/90A	061788-89-4	Dimères d'acides gras insaturés (C 18) distillés	
10599/91	061788-89-4	Dimères d'acides gras insaturés (C 18) non distillés	
10599/92A	068783-41-5	Dimères hydrogénés d'acides gras insaturés (C 18) distillés	
10599/93	068783-41-5	Dimères hydrogénés d'acides gras insaturés (C 18) non distillés	

ANNEXE IV

LISTE DES MONOMÈRES ET AUTRES SUBSTANCES DE DÉPART SUPPRIMÉS

N° PM/REF	N° CAS	Dénomination	Restrictions
(1)	(2)	(3)	(4)
10599/90	061788-89-4	Dimères d'acides gras insaturés (C 18)	
10599/92	068783-41-5	Dimères hydrogénés d'acides gras insaturés (C 18)	
10600	—	Acides linéaires à nombre pair d'atomes de carbone (C 8-C 22), ainsi que les dimères et trimères des acides insaturés	
10720	000999-55-3	Acrylate d'allyle	
10775	084100-23-2	Acrylate de 4-tert-butylcyclohexyle	
10990	002156-96-9	Acrylate de décyle	
11005	012542-30-2	Acrylate de dicyclopentényle	
11010	024447-78-7	Diacrylate de l'éther bis(2-hydroxyéthyl) du 2,2-bis(4-hydroxyphényl)propane	
11020	019485-03-1	Diacrylate de 1,3-butanediol	
11080	004074-88-8	Diacrylate de diéthylèneglycol	
11110	002274-11-5	Diacrylate d'éthylèneglycol	
11140	013048-33-4	Diacrylate de 1,6-hexanediol	
11170	026570-48-9	Diacrylate de polyéthylèneglycol	
11200	002426-54-2	Acrylate de 2-(diéthylamino)éthyle	
11230	002439-35-2	Acrylate de 2-(diméthylamino)éthyle	
11260	000106-90-1	Acrylate de 2,3-époxypropyle	
11532	002761-08-2	Acrylate de 3-hydroxypropyle	
11860	—	Monocrylate de propylèneglycol	
11875	004813-57-4	Acrylate d'octadécyle	
12640	000106-92-3	Éther allyl-2,3-époxypropylique	
13210	001761-71-3	Bis(4-aminocyclohexyl)méthane	
14008	000098-52-2	4-tert-Butylcyclohexanol	
14035	001746-23-2	4-tert-Butylstyrène	
14560	000126-99-8	2-Chloro-1,3-butadiène	
14650	000079-38-9	Chlorotrifluoroéthylène	
14833	000623-43-8	Crotonate de méthyle	
14980	001631-25-0	N-Cyclohexylmaléimide	
15030	000931-88-4	Cyclooctène	
15060	000142-29-0	Cyclopentène	
15260	000646-25-3	1,10-Diaminodécane	
15270	002783-17-7	1,12-Diaminododécane	
15295	000373-44-4	1,8-Diaminooctane	
16120	000110-97-4	Diisopropanolamine	
16180	005205-93-6	N-(Diméthylaminopropyl)méthacrylamide	
16252	000110-03-2	2,5-Diméthyl-2,5-hexanediol	
16510	000138-86-3	Dipentène	
16719	003813-52-3	Acide endométhylènetétrahydrophthalique	
16900	013036-41-4	N-(Éthoxyméthyl)acrylamide	
17116	005877-42-9	4-Éthyl-1-octyn-3-01	
17150	000078-27-3	1-Éthynylcyclohexanol	
17305	000141-02-6	Fumarate de bis(2-éthylhexyle)	
17320	002807-54-7	Fumarate de diallyle	
17380	000623-91-6	Fumarate de diéthyle	
17398	007283-68-3	Fumarate de dioctadécyle	

N° PM/REF	N° CAS	Dénomination	Restrictions
(1)	(2)	(3)	(4)
17800	—	Glucosides provenant de glucose et pentaérythritol	
17830	—	Glucosides provenant de glucose et polyéthylèneglycol (poids moléculaire supérieur à 200)	
17860	—	Glucosides provenant de glucose et polypropylèneglycol (poids moléculaire supérieur à 400)	
18436	001687-30-5	Acide hexahydrophthalique	
18490	015511-81-6	Adipate d'hexaméthylènediamine	
18610	006422-99-7	Sébaçate d'hexaméthylènediamine	
18850	000107-41-5	Hexylèneglycol	
18865	003031-66-1	3-Hexyne-2,5-diol	
19140	026952-21-6	Isooctanol	
19480	002146-71-6	Laurate de vinyle	
19660	000141-05-9	Maléate de diéthyle	
19690	014234-82-3	Maléate de diisobutyle	
19720	001330-76-3	Maléate de diisooctyle	
19750	000624-48-6	Maléate de diméthyle	
19915	000925-21-3	Maléate de monobutyle	
20095	046729-07-1	Méthacrylate de 4-tert-butylcyclohexyle	
20200	001888-94-4	Méthacrylate de 2-chloroéthyle	
20320	003179-47-3	Méthacrylate de décyle	
20455	006606-59-3	Diméthacrylate de 1,6-hexanediol	
20560	000142-90-5	Méthacrylate de dodécyle	
20830	—	Méthacrylate de 1,2-propanediol	
20920	000688-84-6	Méthacrylate de 2-éthylhexyle	
20945	004664-49-7	Méthacrylate de 2-hydroxyisopropyle (= méthacrylate de 2-hydroxy-1-méthyléthyle)	
20965	002761-09-3	Méthacrylate de 3-hydroxypropyle	
20980	007534-94-3	Méthacrylate d'isobornyle	
21040	029964-84-9	Méthacrylate d'isodécyle	
21070	028675-80-1	Méthacrylate d'isooctyle	
21170	000997-46-6	Monométhacrylate de 1,4-butanediol	
21250	002157-01-9	Méthacrylate de n-octyle	
21430	004245-37-8	Méthacrylate de vinyle	
21670	000563-46-2	2-Méthyl-1-butène	
21733	000115-19-5	2-Méthyl-3-butyn-2-01	
21736	002549-61-3	alpha-Méthyl-epsilon-caprolactone	
21739	002549-60-2	bêta-Méthyl-epsilon-caprolactone	
21742	002549-58-8	delta-Méthyl-epsilon-caprolactone	
21745	002549-59-9	epsilon-Méthyl-epsilon-caprolactone	
21748	002549-42-0	gamma-Méthyl-epsilon-caprolactone	
21850	000095-71-6	Méthylhydroquinone	
21880	000717-27-1	Diacétate de méthylhydroquinone	
22465	000112-05-0	Acide nonanoïque	
22690	001806-26-4	4-Octylphénol	
22811	000591-93-5	1,4-Pentadiène	
22842	002590-16-1	Éther diallylique du pentaérythritol	
22858	005343-92-0	1,2-Pentanediol	
22861	000111-29-5	1,5-Pentanediol	
22901	000109-68-2	2-Pentène	
22935	003823-94-7	Éther perfluorométhylvinyle	

N° PM/REF	N° CAS	Dénomination	Restrictions
(1)	(2)	(3)	(4)
22940	006996-01-6	Éther perfluoropropylvinylique	
23140	000092-69-3	4-Phénylphénol	
25158	000088-98-2	Acide 1,2,3,6-tétrahydrophthalique	
25630	037275-47-1	Diacrylate de 1,1,1-triméthylolpropane	
25645	000682-09-7	Éther diallylique du 1,1,1-triméthylolpropane	
25780	025723-16-4	1,1,1-Triméthylolpropane propoxylé	
25930	001067-53-4	Tris (2-méthoxyéthoxy)vinylsilane	
26200	002867-48-3	N-Vinyl-N-méthylformamide	
26260	001184-84-5	Acide vinylsulfonique	

ANNEXE V

LISTE DES MONOMÈRES ET AUTRES SUBSTANCES DE DÉPART TRANSFÉRÉS EN SECTION A

N° PM/REF	N° CAS	Dénomination	Restrictions
(1)	(2)	(3)	(4)
10750	002495-35-4	Acrylate de benzyle	
11890	002499-59-4	Acrylate de n-octyle	
15095	000334-48-5	Acide décanoïque	
15790	000111-40-0	Diéthylènetriamine	LMS = 5 mg/kg
19210	001459-93-4	Isophthalate de diméthyle	LMS = 0,05 mg/kg
20080	002495-37-6	Méthacrylate de benzyle	
21280	002177-70-0	Méthacrylate de phényle	
24940	000100-20-9	Dichlorure de l'acide téréphtalique	LMS(T) = 7,5 mg/kg (exprimé en acide téréphtalique)
25120	000116-14-3	Tétrafluoroéthylène	LMS = 0,05 mg/kg

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7 avril 1993

concernant l'importation dans la Communauté de certains animaux vivants et de leurs produits originaires de certains pays d'Europe, en cas de fièvre aphteuse

(93/210/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la directive 91/496/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les animaux en provenance de pays tiers introduits dans la Communauté et modifiant les directives 89/662/CEE, 90/425/CEE et 90/675/CEE⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 92/438/CEE⁽²⁾, et notamment son article 18 paragraphe 6,

vu la directive 90/675/CEE du Conseil, du 10 décembre 1990, fixant les principes relatifs à l'organisation des contrôles vétérinaires pour les produits en provenance des pays tiers introduits dans la Communauté⁽³⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 92/118/CEE⁽⁴⁾, et notamment son article 19 paragraphe 6,

vu la directive 90/425/CEE du Conseil, du 26 juin 1990, relative aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables dans les échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits dans la perspective de la réalisation du marché intérieur⁽⁵⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 92/118/CEE, et notamment son article 10,

considérant que la présence de la fièvre aphteuse a été confirmée dans du bétail récemment importé en Italie; qu'une enquête a cependant montré que l'infection a probablement été introduite par du bétail importé d'Europe orientale;

considérant qu'il n'a pas été possible de déterminer l'origine exacte de l'infection;

considérant que l'apparition possible de la fièvre aphteuse dans certains pays d'Europe orientale constitue une grave menace pour les troupeaux des États membres, eu égard aux échanges et aux importations d'animaux vivants et de leurs produits;

considérant que l'existence de fausses certifications ou de certifications frauduleuses lors de l'exportation de certains animaux en provenance de certains pays d'Europe orientale vers la Communauté a été prouvée;

considérant qu'il est par conséquent nécessaire d'interdire provisoirement l'importation d'animaux vivants d'espèces sensibles et de certains produits animaux en provenance

de ces pays, ainsi que le transit par leur territoire, jusqu'à ce que la situation sanitaire en Europe orientale ait été éclaircie et que les contrôles des importations en provenance de ces mêmes pays aient été renforcés;

considérant, toutefois, qu'après une évaluation de la situation il apparaît possible d'autoriser le transit de viandes fraîches et de lait par le territoire de ces pays, ainsi que l'importation et le transit de certains produits traités thermiquement qui en sont originaires;

considérant que, par sa décision 91/143/CEE⁽⁶⁾ concernant l'importation dans la Communauté de certains animaux vivants et de leurs produits d'origine ou en provenance de Slovénie, de Croatie et des républiques yougoslaves, la Commission a interdit l'importation d'animaux d'espèces sensibles et de leurs produits provenant des pays concernés ou transitant par leur territoire;

considérant que, par sa décision 91/449/CEE⁽⁷⁾ établissant les modèles de certificats sanitaires requis à l'importation de produits à base de viande en provenance des pays tiers, qui concernait certains pays d'Europe orientale et a été modifiée par la décision 93/139/CEE⁽⁸⁾, la Commission a établi le modèle de certificat sanitaire à utiliser lors de l'importation de produits à base de viande, en particulier en provenance de Croatie, et qu'il convient de se référer à ce modèle pour garantir que seuls certains types de produits à base de viande ne présentant aucun risque pour la santé des animaux seront importés dans la Communauté;

considérant que la présente décision est conforme à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

Article premier

1. Les États membres interdisent l'introduction, sur le territoire de la Communauté, de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins et d'autres biongulés vivants originaires ou provenant du territoire des pays énumérés à l'annexe.

3. Les États membres n'expédient aucun bovin, ovin, caprin, porcine ou autre biongulé vivant vers d'autres États membres en passant par le territoire des pays énumérés à l'annexe.

⁽¹⁾ JO n° L 268 du 24. 9. 1991, p. 56.

⁽²⁾ JO n° L 243 du 25. 8. 1992, p. 27.

⁽³⁾ JO n° L 373 du 31. 12. 1990, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 62 du 15. 3. 1993, p. 49.

⁽⁵⁾ JO n° L 224 du 18. 8. 1990, p. 29.

⁽⁶⁾ JO n° L 56 du 9. 3. 1993, p. 47.

⁽⁷⁾ JO n° L 240 du 29. 8. 1991, p. 28.

⁽⁸⁾ JO n° L 56 du 9. 3. 1993, p. 39.

Article 2

Les États membres interdisent l'importation des viandes fraîches de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins et d'autres biongulés originaires du territoire des pays énumérés à l'annexe.

Article 3

1. Les États membres interdisent l'importation de produits à base de viande bovine, ovine, caprine, porcine ou d'autres biongulés originaires du territoire des pays énumérés à l'annexe.

2. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne s'applique pas à l'importation de produits à base de viande bovine, ovine, caprine, porcine ou d'autres biongulés ayant subi l'un des traitements suivants :

- a) un traitement thermique en récipient hermétique dont la valeur F_c est égale ou supérieure à 3,00 ;
- b) un traitement thermique différent de celui visé au point a) pendant lequel la température à cœur est portée à au moins 70 °C.

3. En ce qui concerne les importations de produits à base de viande, le modèle de certificat visé dans la décision 91/449/CEE de la Commission devrait être annoté conformément aux dispositions du paragraphe 2, de manière à ce que seuls des produits soumis à l'un des traitements visé dans ledit paragraphe puissent être importés.

Article 4

1. Les États membres interdisent l'importation du lait de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins et d'autres biongulés originaires du territoire des pays énumérés à l'annexe.

2. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne s'applique pas au lait de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins ou d'autres biongulés porté à une température de 71,7 °C pendant quinze secondes ou soumis à un traitement thermique équivalent.

3. Les États membres veillent à ce que les certificats sanitaires que les pays énumérés à l'annexe doivent envoyer pour le lait comportent l'indication suivante :

« Lait conforme aux dispositions de la décision 93/210/CEE de la Commission, du 7 avril 1993, concernant l'importation dans la Communauté de certains animaux vivants et de leurs produits originaires de certains pays d'Europe, en cas de fièvre aphteuse ».

Article 5

1. Les États membres interdisent l'importation de produits à base de lait de bovins, d'ovins, de caprins, de

porcins et d'autres biongulés originaires du territoire des pays énumérés à l'annexe.

2. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne s'applique pas aux produits à base de lait de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins ou d'autres biongulés vivants qui ont été portés à une température de 71,7 °C pendant quinze secondes ou soumis à un autre traitement thermique, ni aux produits préparés avec du lait soumis au traitement thermique décrit à l'article 4 paragraphe 2.

3. Les États membres veillent à ce que les certificats sanitaires que les pays énumérés à l'annexe doivent envoyer pour les produits laitiers comportent l'indication suivante :

« Produits laitiers conformes aux dispositions de la décision 93/210/CEE de la Commission, du 7 avril 1993, concernant l'importation dans la Communauté de certains animaux vivants et de leurs produits originaires de certains pays d'Europe, en cas de fièvre aphteuse ».

Article 6

1. Les États membres interdisent l'introduction sur le territoire de la Communauté de produits de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins et d'autres biongulés non cités aux articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5, originaires ou provenant du territoire des pays énumérés à l'annexe.

2. Les États membres n'expédient aucun produit de bovins, d'ovins, de caprins, de porcins ou d'autres biongulés non cités aux articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 vers d'autres États membres en passant par le territoire des pays énumérés à l'annexe.

Article 7

La présente décision est applicable jusqu'au 10 mai 1993.

Article 8

La décision 93/143/CEE de la Commission est abrogée.

Article 9

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 7 avril 1993.

Par la Commission

René STEICHEN

Membre de la Commission

*ANNEXE***PAYS SOUMIS À DES RESTRICTIONS**

Slovénie	Hongrie
Croatie	Roumanie
Ancienne république yougoslave de Macédoine	Albanie
Serbie	Pologne
Monténégro	Estonie
Bosnie-Herzégovine	Lettonie
Biélorussie	Lituanie
République tchèque	Russie
République slovaque	Bulgarie

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 13 avril 1993

modifiant la décision 93/127/CEE instaurant des mesures de sauvegarde pour le riz originaire des Antilles néerlandaises

(93/211/CEE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la décision 91/482/CEE du Conseil, du 25 juillet 1991, relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté économique européenne⁽¹⁾, et notamment son article 109,après consultation du comité instauré par l'annexe IV article 1^{er} paragraphe 2 de ladite décision,considérant que la décision 93/127/CEE de la Commission⁽²⁾ a subordonné la mise en libre pratique dans la Communauté, en exemption des droits à l'importation, de riz semi-blanchi relevant des codes NC 1006 30 21 à 1006 30 48 originaire des Antilles néerlandaises à la condition que le prix minimal de celui-ci soit égal à 120 % du prélèvement applicable au riz semi-blanchi ;

considérant que les conditions du marché se sont améliorées depuis l'adoption des mesures de sauvegarde et permettent maintenant un assouplissement de ces mesures ;

considérant que, quand des mesures de sauvegarde sont adoptées en vertu de l'article 109 de la décision 91/482/CEE, doivent être choisies par priorité les mesures qui apportent le minimum de perturbations au fonctionnement de l'association et de la Communauté et qui ne doivent pas, en outre, avoir une portée dépassant celle strictement indispensable pour remédier aux difficultés qui se sont manifestées ;

considérant qu'il importe, par conséquent, de fixer le prix minimal à un niveau inférieur,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

*Article premier*L'article 1^{er} de la décision 93/127/CEE est remplacé par le texte suivant :*« Article premier*

La mise en libre pratique dans la Communauté en exemption des droits à l'importation de riz semi-blanchi relevant des codes NC 1006 30 21 à 1006 30 48 originaire des Antilles néerlandaises est soumise à la condition que la valeur en douane ne soit pas inférieure à un prix minimal de 550 écus par tonne. Le taux de conversion est le taux de conversion agricole applicable au moment de l'accomplissement des formalités douanières d'importation de ces produits dans la Communauté. »

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 13 avril 1993.

Par la Commission

Manuel MARÍN

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 263 du 19. 9. 1991, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 50 du 2. 3. 1993, p. 27.

RECTIFICATIFS

Rectificatif au règlement (CEE) n° 3798/91 du Conseil, du 19 décembre 1991, modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun, ainsi que le règlement (CEE) n° 2915/79 déterminant les groupes de produits et les dispositions spéciales relatives au calcul des prélèvements dans le secteur du lait et des produits laitiers

(« Journal officiel des Communautés européennes » n° L 357 du 28 décembre 1991.)

Page 3 à l'article 2 point 4, dans le tableau, troisième colonne, groupe 3, deuxième ligne :

au lieu de : «... d'une teneur en matières grasses inférieures de 26 % ...»,

lire : «... d'une teneur en matières grasses de 26 % ...».